

# GRDR

Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural

Migration, citoyenneté et développement

66/72 rue Marceau  
93109 Montreuil France  
Métro : Robespierre

Tél. 01 48 57 75 80  
Fax. 01 48 57 59 75  
email : [grdr@wanadoo.fr](mailto:grdr@wanadoo.fr)  
[www.grdr.org](http://www.grdr.org)

Association loi 1901

## **Rapport annuel des activités du G.R.D.R.**

### **Année 2005**

---

*Assemblée Générale du G.R.D.R. (24 juin 2006)*

## SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>LES ACTIVITES DES PROGRAMMES AFRIQUE/DOUBLE ESPACE (CARTE EN PAGE 4).....</b>	<b>3</b>
<b>III.</b>	<b>SYNTHESE AFRIQUE HORS PAIDEL.....</b>	<b>9</b>
<b>1.</b>	<b>APPUI AUX HORTICULTEURS DE BAKEL ET A LEUR UNION - SENEGAL ORIENTAL – REGION DE TAMBACOUNDA.....</b>	<b>9</b>
<b>2.</b>	<b>APPUI AUX MARAICHERS ET ARBORICULTEURS DANS LA REGION DE KAYES – MALI.....</b>	<b>10</b>
<b>3.</b>	<b>PROJET CARAVANE DU GUIDIMAKHA – MAURITANIE .....</b>	<b>11</b>
<b>4.</b>	<b>MISE EN OEUVRE DE PROGRAMMES D’URGENCE EN MAURITANIE .....</b>	<b>11</b>
<b>5.</b>	<b>AMENAGEMENT ET VALORISATION DES VALLEES DE CASAMANCE - SENEGAL .....</b>	<b>13</b>
<b>6.</b>	<b>PROGRAMME DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DE LA COMMUNE DE BAIDIAM - MAURITANIE .....</b>	<b>13</b>
<b>7.</b>	<b>VALORISATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN LIEN AVEC LE MARAICHAGE - MALI.....</b>	<b>14</b>
<b>8.</b>	<b>ELABORATION DE PROGRAMMES DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES - MALI, SENEGAL.....</b>	<b>15</b>
<b>9.</b>	<b>DEVELOPPEMENT URBAIN : PROGRAMME D’AMELIORATION DE L’HABITAT URBAIN - MAURITANIE .....</b>	<b>16</b>
<b>10.</b>	<b>PROGRAMME SOLIDARITE SANTE KAYES (PSSK) .....</b>	<b>17</b>
<b>11.</b>	<b>ELABORATION D’UN PROGRAMME D’AMENAGEMENT TRANSFRONTALIER DU BASSIN DU KARAKORO - MALI, MAURITANIE.....</b>	<b>18</b>
<b>IV.</b>	<b>ANTENNE DU GRDR EN NORD-PAS DE CALAIS.....</b>	<b>19</b>
<b>V.</b>	<b>PROGRAMME D’APPUI AUX ACTIONS SOCIO SANITAIRES .....</b>	<b>20</b>
<b>VI.</b>	<b>POLE INSERTION .....</b>	<b>21</b>
<b>1.</b>	<b>LE PROGRAMME D'APPUI AU MOUVEMENT ASSOCIATIF MIGRANT -PAMAM- COMPREND DEUX VOLETS .....</b>	<b>21</b>
<b>2.</b>	<b>PROGRAMME DE PROMOTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS : .....</b>	<b>24</b>
<b>3.</b>	<b>PROGRAMME D'APPUI ET DE VALORISATION DES INITIATIVES DES FEMMES .....</b>	<b>25</b>
<b>4.</b>	<b>ANTENNE HAUTE-NORMANDIE .....</b>	<b>26</b>
<b>VII.</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>27</b>

## **I. INTRODUCTION**

---

Au cours de l'année 2005 le GRDR a confirmé la phase de stabilisation amorcée en 2004 par de nouveaux projets en France et en Afrique et en conséquence par quelques recrutements dont 4 de droit français.

L'ensemble des actions, détaillées par pôle d'activités dans ce rapport, sont dans la continuité des années précédentes :

- les actions d'appui au développement local et à la concertation entre acteurs faisant l'objet des programmes PAIDEL- PIMDERO
- les actions d'appui technique au développement agricole et rural allant de l'aménagement de vallées en Casamance à la valorisation d'opérations anciennes d'appui au maraîchage /horticulture,
- un programme « insertion » à multiples facettes en France en appui à différents acteurs de la migration ou travaillant avec les populations issues de l'immigration.
- et des programmes spécifiques, thématiques (la santé) ou géographiques (l'antenne Haute Normandie et l'antenne Nord Pas de Calais)

Annexé à ce document, le rapport financier de l'exercice 2005 laisse apparaître un excédent couvrant le remboursement de la dette.

## **II. LES ACTIVITES DES PROGRAMMES AFRIQUE/DOUBLE ESPACE (CARTE P. 4)**

---

L'année de transition 2005 s'est inscrite dans la consolidation des acquis du processus PAIDEL-PIMDERO<sup>1</sup> depuis 2001 sur l'espace de la migration : pays d'origine (Mali, Mauritanie, Sénégal) et pays d'accueil (France : Régions Ile de France et Nord Pas de Calais, avec une ouverture sur l'Europe). L'année 2005 a également permis d'engager un diagnostic organisationnel du GRDR pour définir les conditions qui garantiront l'autonomie opérationnelle et, à terme, institutionnelle des dispositifs pays du GRDR tant en Afrique qu'en France.

### **LA CONSOLIDATION DES ACQUIS DU PROCESSUS PAIDEL/PIMDERO**

Dans les trois pays du Bassin du fleuve Sénégal, un travail important d'appui aux rencontres de concertation locale et à la finalisation des plans d'actions prioritaires a permis de garantir la continuité du processus dans l'ensemble des collectivités locales partenaires.

Au Mali un soin particulier a été apporté au renforcement des capacités des agents de développement local dans l'animation des instances de concertation communales (ICC) et dans la mise en œuvre des actions prioritaires.

Au Sénégal oriental, les collectivités accompagnées ont bénéficié d'une actualisation des plans annuels d'investissements (PAI) et d'une cartographie des ressources hydrographiques et des besoins locaux en eau.

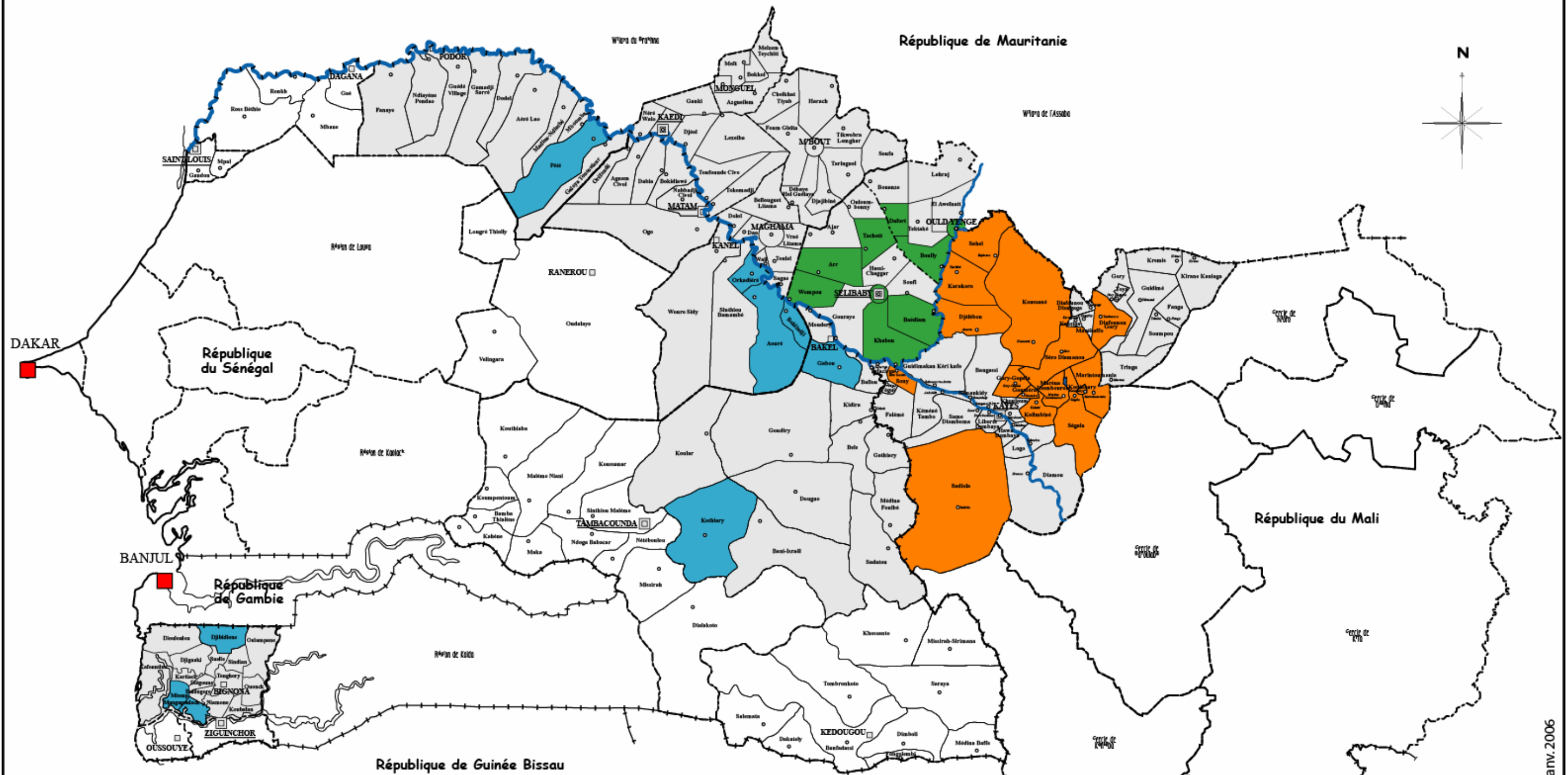
En Casamance les trois communes partenaires n'ont pas réussi à mobiliser les ICC pour actualiser le plan d'actions prioritaires en attente depuis plus de 2 ans du décaissement des fonds du PSIDEL<sup>2</sup>. Les lourdeurs bureaucratiques de ces programmes d'investissements et le climat d'urgence de consolidation de la paix et du retour des personnes déplacées ne laissent pas d'espace à une véritable concertation.

---

<sup>1</sup> PAIDEL: Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local  
PIMDERO: Programme d'Implication des Migrants dans leur Région d'Origine

<sup>2</sup> PSIDEL: Programme de Soutien aux Initiative de Développement Local

# Régions d'intervention du GRDR (PAIDEL)



Limites et tracés		Collectivités Territoriales	
	Fleuve Sénégal		Départements d'intervention
	Oueds Karakoro-Bilikouaté		PAIDEL Mauritanie
	Frontières		PAIDEL Mali
	Limites de Région		PAIDEL Sénégal
	Limites de Département / Cercle		Segala Chef-lieu de commune
	Limites de Commune et de Communauté Rurale		Ould Yengé Chef-lieu de département
			TAMBACOUNDA Chef-lieu de région

Echelle (en kms) : 0 25 50



En Mauritanie, malgré un climat politique instable, les communes partenaires ont poursuivi avec beaucoup de mobilisation la mise en œuvre de la concertation locale et de leurs actions prioritaires.

En France, le PIMDERO en lien avec les équipes pays a poursuivi l'animation des débats entre les associations communales de migrants et les ICC, autour de la définition et de la mise en œuvre des actions prioritaires.

#### **UN ELARGISSEMENT DU PROCESSUS PLUS IMPORTANT QUE PREVU**

Malgré les fortes pressions, particulièrement de la part des élus et des migrants, le GRDR ne souhaitait pas élargir en année de transition sa zone d'intervention au-delà de 2 communes par pays, pour des raisons de logique d'intervention et de temps à réserver à la capitalisation et à la préparation de la seconde phase d'appui au développement local.

Cependant, en 2005 ce sont 10 communes au total au lieu des 6 annoncées qui ont initié le processus de concertation locale et de diagnostic de territoire. C'est au Mali que cet élargissement a été le plus fort, tiré à la fois par l'intercommunalité du Guidimakha sous le leadership de la commune Koussané - elle-même fortement impliquée depuis 2001 dans le processus PAIDEL-PIMDERO avec des résultats très positifs - et par l'Assemblée Régionale de Kayes (ARK) qui souhaite élargir la démarche aux autres cercles de Kayes.

En Mauritanie et au Sénégal, malgré des demandes formalisées par plusieurs communes, seulement 4 communes ont été choisies sur la base de leur dynamisme sur le double espace, et appuyées dans la mise en œuvre du processus.

Les raisons qui peuvent expliquer la multiplication des demandes d'appui sont de trois ordres : moins d'un quart des demandes sont le résultat d'une dynamique interne portée par les acteurs locaux dont particulièrement les élus et les migrants ; un tiers des demandes d'appuis sont nourries par l'émulation ; les autres demandes sont conjoncturelles et fortement liées à l'existence d'un programme d'investissement qui conditionne l'accès aux ressources à un certain niveau d'organisation ou du moins de formulation d'un programme d'investissement. Cette situation est fortement présente au Sénégal et en Mauritanie.

Cet élargissement, s'il consacre la pertinence et le succès du processus PAIDEL-PIMDERO, pose la question des limites de nos capacités à répondre à l'avenir à ces demandes de plus en plus pressantes. Il nous interpelle aussi sur la nécessité de penser rapidement avec nos partenaires à la mise en place d'une plateforme qui soit un lieu capable de diffuser les expériences mais aussi de former à la démarche de développement locale ascendante.

#### **LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS MAJEURS DU PROCESSUS**

La formation continue et thématique et les voyages d'échanges sont les deux outils mobilisés par les équipes PAIDEL-PIMDERO pour l'appui aux ICC (instances de concertation communale), aux ADL (agents de développement local) et aux organisations de la société civile (OSC : coopératives et unions de coopératives, ONG locales, associations villageoises, associations de jeunes).

Ainsi, au Mali et en Mauritanie ce sont plus de 80 acteurs locaux qui ont participé aux formations sur la conduite du diagnostic participatif et sur l'animation de la concertation locale.

Ce sont également près de 50 personnes des trois pays qui ont bénéficié de voyages d'échanges dont le plus important concerne la mission dans la Région du Nord Pas de Calais de 7 élus maliens, de 2 de leurs ADL, accompagnés par deux animateurs du GRDR. Cette mission conduite par les deux intercommunalités de la région de Kayes a mobilisé fortement les associations de migrants et a permis dans son déroulement de donner un contenu symbolique à l'accompagnement des migrants comme « passeurs » et « ambassadeurs » entre les collectivités d'origine et les collectivités d'accueil. Elle a été aussi une démonstration directe par les partenariats qui se sont noués, notamment avec le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement

et la Restauration des Cours d'Eaux (SIARCE) et plus indirectement avec l'Agglomération Plaine Commune. Ces partenariats sont mis sous le sceau des regards croisés Nord – Sud autour du développement local et de la solidarité internationale.

### **LA CAPITALISATION ET LA DIFFUSION DES OUTILS AUX ACTEURS LOCAUX**

La diffusion du guide méthodologique pour la réalisation d'un diagnostic territorial « Mieux connaître le territoire communal : la monographie, un outil d'animation et de concertation » a rencontré, au-delà de nos espérances, un franc succès auprès de nos partenaires et particulièrement auprès de ceux qui interviennent dans l'appui au développement local (ONG locales, programmes nationaux, coopérations bi et multilatérales, associations des maires, services techniques...). En effet, si le guide est à l'origine destiné aux ADL et aux communes désireuses d'initier la concertation et le diagnostic de leur territoire et, malgré son contenu qui reste modeste (dans la mesure où il consiste essentiellement en une compilation des outils dont une grande partie est déjà connue de tous : outils MARP - Méthodes Actives de Recherche Participative-, techniques d'animation...etc.), son intérêt pour les autres intervenants réside dans la forme didactique et les conseils pratiques qu'il offre. Le séquençage en plusieurs étapes de la démarche est également un élément de méthode non négligeable.

Cet engouement des partenaires dénote également et, au-delà de l'usage souvent théorique du concept de développement local, le manque criant de documentation pratique qui permette d'entreprendre des processus à l'échelle communale, situation à laquelle nous avons nous même été confrontés lors du lancement du PAIDEL en 2001.

En interne, cette première édition a conforté nos équipes de terrain et a permis de lancer en 2005 4 nouveaux chantiers d'élaboration de guides dont 2 sont en cours d'édition : Le « guide du « parfait » animateur de développement local : profil, outils et missions de l'ADL » accompagné d'une vidéo témoignage d'ADL sur le terrain ; et « Les migrants au cœur de la coopération décentralisée : vers un co-développement local ? ».

### **LE PARTAGE DES RESULTATS DE L'EVALUATION PAIDEL/PIMDERO**

La première rencontre de restitution de l'évaluation du PAIDEL-PIMDERO a eu lieu à Kayes et a réuni plus d'une centaine de partenaires. Indéniablement, tout au long de l'année 2005 le partage des résultats du processus de développement local conduit dans 24 collectivités dans le Bassin du Fleuve Sénégal (BFS) et la Casamance avec les associations de migrants en France, a été une préoccupation permanente et a fait l'objet d'un travail de communication continue. Ainsi ce sont quatre restitutions formelles de l'évaluation qui ont été organisées en présence des partenaires institutionnels, techniques et bailleurs de fonds avec plus d'une quinzaine de présentations du processus aux partenaires et intervenants, vingt cinq copies du rapport d'évaluation transmises aux partenaires, et enfin plus de 500 guides méthodologiques diffusés et/ou vendus.

Cette communication tous azimuts a permis de faire connaître les résultats du PAIDEL et a aussi contribué à éclairer concrètement le débat notamment sur l'articulation entre la légalité de la décentralisation et la légitimité de la concertation locale comme seule garante de l'efficacité et de la transparence. La pratique de « la participation » par les programmes de lutte contre la pauvreté est également ramenée dans ces débats à ses limites et méfaits quand elle désincarne la collectivité locale comme maître d'ouvrage.

### **LA RENCONTRE SOUS REGIONALE**

L'atelier sous régional sur le développement local n'a pas pu avoir lieu en 2005 pour des raisons de délais et de logistique. Nous n'avons pas été en mesure de concilier les travaux de préparation préalables (documents de stratégie pays, contribution des partenaires) et la mobilisation à temps de la logistique nécessaire, et particulièrement de la trésorerie, à ce genre d'évènement. Aussi nous avons choisi d'organiser de petits forums par pays dans le courant du 1er semestre 2006.

Néanmoins, dans chaque pays des rencontres de concertation et d'échange d'informations et de pratiques ont permis un rapprochement avec les programmes de la Coopération française : l'ADDEL (appui aux dynamiques de développement local) et « initiatives de Codéveloppement » au Sénégal, le PADDEM (programme d'appui à la déconcentration et à la décentralisation) et le C2D (contrat désendettement et développement) en Mauritanie et le FSP (Fonds de Solidarité Prioritaire) Codéveloppement au Mali.

Par ailleurs, les participations des équipes PAIDEL-PIMDERO aux Assises de la coopération décentralisée à Bamako et Nouakchott aux côtés des communes partenaires et des associations de migrants ont été des moments forts de socialisation de nos visions et stratégies sur l'espace de la migration et son avenir.

### **FORMULER UN PROGRAMME PLURIANNUEL BASE SUR LE DOUBLE ESPACE**

La conception d'un programme concerté pluriannuel par pays était conditionnée par la production d'un document de stratégie "pays" élaboré avec l'ensemble de nos partenaires locaux. Cet exercice s'est heurté à plusieurs limites d'abord d'ordre matériel, et ensuite d'ordre prospectif et conceptuel de la part des équipes du GRDR.

Les limites matérielles sont particulièrement liées au temps nécessaire à la concertation avec les partenaires et à l'urgence permanente des activités programmées, auxquelles est venu s'ajouter la surcharge de l'élargissement auquel nous avons du faire face.

Les limites prospectives et conceptuelles sont quant à elles liées, d'une part aux difficultés rencontrées par nos équipes de terrain dans l'analyse fine des contextes locaux et de leur mise en perspective par rapport aux politiques nationales et aux programmes sectoriels sous jacents, et d'autre part, le manque d'expérience dans la conception de programmes à dimension institutionnelle<sup>3</sup>. Cet exercice, dont l'aboutissement est programmé pour l'année 2006, a d'ores et déjà permis de développer un certain nombre de réflexes dont celui de la systématisation de la collecte de la documentation des intervenants, la participation, dans la mesure du possible, aux ateliers régionaux et nationaux sur les politiques sectorielles et enfin un début d'analyse prospective des évolutions des politiques d'intégration sous régionales.

Aussi, les constats faits sur les premiers documents de stratégie préparés par les équipes, nous ont conduits à recentrer l'exercice sur la formulation d'un programme 2006 comme première année d'évaluation ex ante d'une seconde phase d'appui aux initiatives de développement local. Cette étape devait ainsi concilier le souci d'un transfert réussi du processus PAIDEL-PIMDERO aux partenaires locaux et celui de préparer une seconde phase d'appui aux initiatives de développement local axée sur des échelles de territoires intercommunaux et régionaux.

Etaler ainsi sur 2006 la formulation d'un programme pluriannuel, nous laissera à la fois le temps de former nos équipes à cet exercice de prospective et de conception de programme institutionnel, et nous permettra également de mobiliser les intervenants autour de la faisabilité d'une plateforme de développement local au niveau du bassin du fleuve Sénégal.

### **DIAGNOSTIC ORGANISATIONNEL**

Plusieurs réunions de préparation avec le conseil d'administration, les conseils consultatifs (CC) au Mali, en Mauritanie et au Sénégal d'une part, et des salariés d'autre part, ont abouti avec l'aide du bureau Consultants Sans Frontières à la formulation de termes de référence concertés pour un diagnostic organisationnel de l'ensemble du dispositif du GRDR en France comme en Afrique. Sur la base d'un appel d'offres restreint, le CIEDEL a été retenu pour conduire ce travail d'accompagnement d'une réflexion interne amorcée depuis longtemps mais de façon non structurée.

---

<sup>3</sup> Les équipes du GRDR disposent cependant de fortes capacités de conception de projets thématiques. En 2005, elles ont conçu deux programmes de gestion des ressources naturelles et de sécurité alimentaire, financés par la Coopération française et l'Union Européenne, la Coopération espagnole, la FAO et le PAM (programme de relance agricole en RIM, aménagement des vallées à Ziguinchor).

Les premiers résultats issus du travail sur les équipes Afrique, et restitués par les consultants du CIEDEL lors de la rencontre trimestrielle de l'inter CC et inter Cellules du GRDR à Kayes en mi-décembre 2005, ont montré les besoins importants en formation et en renforcement des capacités des équipes locales du GRDR particulièrement dans l'analyse des contextes sociopolitiques, et au delà, des capacités de réflexion prospective.

L'animation « provocante » adoptée par le consultant CIEDEL a mis un à jour les dysfonctionnements, notamment d'ordre communicationnel et financier, entre le siège et les cellules tout en marquant l'importance de l'autonomie opérationnelle acquise par les équipes depuis bientôt trois ans. Cette autonomie opérationnelle a permis un nombre important d'initiatives concertées et financées localement.

Pour les aspects d'autonomie institutionnelle, sans en remettre en cause le principe, les membres des CC et les salariés ont manifesté clairement le côté prématuré d'un choix institutionnel de transformation des Cellules en ONG locales. Ils souhaitent d'abord parfaire l'autonomie opérationnelle en allant plus loin, notamment pour les aspects de gestion administrative et financière des programmes.

La conduite d'une vie associative locale, pas forcément formalisée dans un premier temps, est une des propositions retenues pour lancer le processus d'autonomie institutionnelle projeté sur une durée moyenne de trois à quatre ans. La responsabilisation des anciens « conseillers consultatifs » est accrue en devenant « conseillers d'orientation ».

Le renforcement des liens avec les programmes France et ceux menés en Afrique passe par la prise en compte de la question de la migration d'une part, et du développement local en pays d'accueil et en pays d'origine (avec la citoyenneté comme catalyseur du co-développement) d'autre part.

## CONCLUSION

L'année de transition 2005 a tenu ses objectifs cumulant un nombre important d'activités à finaliser, un chantier d'analyse et de conception d'un programme pluriannuel fort exigeant et un diagnostic organisationnel déstabilisant.

Au-delà, pour les trois objectifs assignés à cette année de transition nous retiendrons :

- Sur les 24 communes accompagnées, 20 ont atteint le stade d'irréversibilité du processus de concertation locale à savoir des ICC fonctionnelles, des ADL actifs et la réalisation d'actions prioritaires concertées. En 2005 ce sont 10 nouvelles collectivités qui ont initié le processus PAIDEL-PIMDERO, portant ainsi le nombre de collectivités accompagnées à 34. Les demandes sont nettement plus importantes, et malgré le transfert des outils du GRDR aux acteurs locaux, il sera nécessaire de formuler rapidement à l'échelle régionale des propositions d'accompagnement plus efficient de ces collectivités.
- Le partage des résultats de l'évaluation conjointe du PAIDEL-PIMDERO a suscité beaucoup d'intérêt et a permis des débats engagés sur la participation, la gouvernance locale, et le renforcement des capacités de la société civile. La diffusion du premier guide méthodologique a eu un impact très positif auprès des ADL et autres professionnels permettant de créditer le GRDR d'un potentiel d'innovation et d'un savoir-faire reconnu dans le champ du développement local.
- L'organisation du forum sous-régional est remplacée par des forums locaux par pays au cours de l'année 2005. La conception du programme pluriannuel passe par une première étape en 2006 ayant pour objectif la préparation d'une seconde phase d'appui aux initiatives de développement local.
- En France, 22 partenariats de coopération décentralisée sont appuyés. 18 communes du Bassin du Fleuve Sénégal ont été accompagnées dans l'organisation de missions en



France d'acteurs locaux du PAIDEL. Une quinzaine de commune ont leur pendant associatif organisé à l'échelle territorial au niveau des ressortissants. Enfin, les perspectives de développement d'un consortium d'organismes proches du GRDR à l'échelle de l'arc méditerranéen de l'Europe (Portugal, Espagne, Italie) sont prometteuses afin de mobiliser l'opinion publique sur le rôle historique joué par les migrants dans les dynamiques de co-développement.

Enfin, les premiers résultats du diagnostic organisationnel montrent la nécessité de parfaire l'autonomie opérationnelle du dispositif Afrique tout en renforçant le lien entre les équipes Afrique et celle des programmes France, notamment autour de la migration et du développement local « ici et la bas ».

En terme de perspectives 2006, chaque Cellule produira en concertation avec les partenaires locaux un programme annuel par pays qui cherchera à répondre à la fois aux impératifs de transfert des outils et de pérennisation du processus PAIDEL-PIMDERO et posera les constats nécessaires et les propositions adéquates pour la mise en œuvre d'une seconde phase d'appui aux initiatives de développement local.

### **III. SYNTHÈSE AFRIQUE HORS PAIDEL**

---

#### **1. APPUI AUX HORTICULTEURS DE BAKEL ET A LEUR UNION - SENEGAL ORIENTAL – REGION DE TAMBACOUNDA**

##### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Les horticulteurs de l'Union des Producteurs Horticoles du département de Bakel (UPHORBAK) sont installés dans le département de Bakel le long du fleuve Sénégal et de son affluent principal, la Falémé.

De 1993 à 2001 le GRDR a mené un programme d'appui à l'horticulture dans le département de Bakel (HORTIBAK) sur cofinancement de l'Agence Française de Développement. A son terme, la situation du secteur horticole sur le département de Bakel était la suivante : 200 ha cultivés en légumes (contre 35 en 1993), 55 ha plantés d'arbres fruitiers (contre 8 en 1993), une production annuelle estimée à 2.000 tonnes de légumes.

Les activités du projet, 2003 - 2005 ont permis de :

- réactualiser et approfondir le diagnostic des insuffisances de l'union au niveau associatif réalisé par la FRAO (Fondation Rurale d'Afrique de l'Ouest) en 2001.
- réactualiser le cahier des charges du personnel d'UPHORBAK en mettant un accent tout particulier sur les rôles et fonctions dans la mise en œuvre des services.
- suivre et évaluer périodiquement les activités des deux agents assurant l'encadrement technique, pris en charge par UPHORBAK.
- réaliser un travail de prospection de marchés.

En 2004, la poursuite du projet s'est complexifiée suite à de nombreuses négociations entre le GRDR et UPHORBAK sur la nature du partenariat et du projet qui avait été élaboré en 2002 (difficultés du GRDR en 2002-2003, faible mobilisation et disponibilité des membres de UPHORBAK, peu de dynamisme associatif).

##### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

Des tensions répétées ont fini par conduire à une situation de blocage complet lorsque les missions de suivi de terrain du GRDR ont été perçues comme du contrôle et de l'ingérence dans les affaires internes d'UPHORBAK.

Lors d'une dernière rencontre entre les deux structures, la rupture du partenariat a été prononcée et est devenue effective à partir du 16 avril 2005 puis communiquée à l'Union Européenne (bailleur du projet), le 27 avril 2005.

Les motos et le matériel informatique achetés pour le projet ont été transférés à UPHORBAK.

Cette expérience montre la difficulté d'articuler l'appui organisationnel et la redynamisation des instances et activités d'une union de producteurs qui a été créée sans base solide pour faciliter le traitement de demandes de financement d'un programme de subventions aux producteurs (Hortibak, financement Agence Française de Développement –AFD-) et où le véritable moteur des adhésions des membres était l'accès aux subventions.

## **2. APPUI AUX MARAICHERS ET ARBORICULTEURS DANS LA REGION DE KAYES – MALI**

### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Le Programme d'Appui au Secteur Horticole (PASH), démarré fin 2003, s'inscrivait dans la consolidation et la continuité des actions du programme VIP<sup>4</sup> et visait à améliorer le niveau technique des producteurs horticoles, à favoriser l'accès au crédit des producteurs horticoles et, surtout à renforcer les capacités des associations et organisations de producteurs horticoles.

### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

- Mise en place et accompagnement du Réseau régional des Horticulteurs de Kayes (RHK) créé, reconnu officiellement fin 2004 ; il compte 17 membres et regroupe environ 7 000 producteurs. Trois antennes locales ont été créées dans trois cercles (départements) de la région de Kayes. Des partenariats ont été favorisés entre la Chambre Régionale d'Agriculture et le RHK d'une part, entre l'Assemblée Régionale de Kayes et le RHK d'autre part. En parallèle, les mécaniciens de groupe motopompe se sont constitués en réseau.
- Emergence d'organisations de base dynamiques telle que l'Association des Producteurs de Banane du Logo (ASPROBA) qui a pu participer à un voyage d'étude entre les acteurs de la filière banane du Mali, de la Guinée, du Sénégal et du Cameroun, ce qui lui a permis de se faire connaître à l'échelle sous-régionale.
- Réalisation d'une étude sur la typologie et les stratégies suivies par les producteurs horticoles permettant au PASH de déterminer les besoins d'appui de chaque type de producteurs et de proposer une stratégie d'accompagnement du programme adaptée à chacun.
- Organisation de formations :
  - en gestion des exploitations horticoles, réalisées en partenariat avec le RHK sur 2 niveaux : une sur les notions de base pour 46 producteurs, et une de 3 modules destinée à 9 professionnels.
  - de 4 groupements féminins, soit 101 producteurs, en techniques de productions précoces d'oignons;
  - de groupements féminins dans 3 communes du Guidimakha en techniques de base de maraîchage ;
  - de production d'arbres fruitiers à destination de 11 pépiniéristes sur la production de plants (2500 plants ont été transplantés), et de 16 producteurs dans 2 zones du programme. Suite à cette formation, 47 producteurs se sont organisés pour recevoir la même formation sur leurs fonds propres.
- Poursuite de l'introduction de la technique de production des semences de pomme de terre avec expérimentation d'une case de conservation chez le producteur ;

---

<sup>4</sup> VIP: Viabilisation de l'Irrigation Paysanne

- Amélioration du système de conservation traditionnel de l'oignon/échalote après réalisation d'un diagnostic des cases de conservation.
- Renforcement du partenariat entre le Nord et le Sud avec l'accueil de la mission du lycée du Quesnoy (Région Nord-Pas-de-Calais) qui a abouti à la définition et la mise en œuvre d'un projet d'élevage pour la coordination des femmes de Samé en lien avec le Centre Régional de Recherche Agronomique.

Appui aux migrants dans la conception et la mise en œuvre des projets d'horticulture en lien avec le Programme de Promotion Sociale et Professionnelle des Migrants en France.

Renforcement des capacités des organes de gestion et de la capacité financière de 2 caisses de micro finance mises en place en 2004 permettant à 380 personnes de bénéficier de crédits sur des activités de maraîchage, petit commerce, teinture, savonnerie, etc.

### **PERSPECTIVES 2006**

Le programme poursuivra les actions engagées en 2004 et 2005, mettra en place une étude sur les potentialités du cercle de Kéniéba ainsi que des essais de groupes moto-pompe (GMP) solaires.

## **3. PROJET CARAVANE DU GUIDIMAKHA – MAURITANIE**

### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Depuis 2003, le projet « Caravane du Guidimakha » permet des échanges de savoirs et savoir-faire entre coopératives agricoles tout en contribuant aux objectifs du PAIDEL et en travaillant au renforcement des capacités de la société civile.

### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

Réalisation de 6 voyages en 2005, dont trois à l'intérieur du pays (Kaédi, Boghé, Kankossa), deux dans les pays limitrophes (Samé dans la région de Kayes au Mali et Ziguinchor & Sedhiou en Casamance au Sénégal) et un voyage au Guidimakha dans la localité de Elwahré.

Environ 64 représentants d'organisations socioprofessionnelles ont bénéficié des voyages réalisés à cette période. Les échanges ont concerné les thèmes suivants : micro finance, élevage intensif, pisciculture, la place de la femme dans le milieu rural, la communication et circulation de l'information.

### **PERSPECTIVES 2006**

Le projet étant arrivé à la fin de sa phase pilote, une évaluation de la mise en oeuvre du projet et de ses impacts est prévue en 2006. Elle permettra d'analyser le fonctionnement actuel du Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha et d'élaborer les perspectives.

Fin 2005, des pistes de travail étaient déjà envisagées par le Collectif : mise en place d'une radio rurale, d'une banque de céréales régionale, d'une mutuelle d'épargne et de crédit et d'un verger/jardin maraîcher exploité au nom du collectif sur les berges du Fleuve. Le Collectif envisage également de travailler sur la formation, l'alphabétisation et la santé.

## **4. MISE EN OEUVRE DE PROGRAMMES D'URGENCE EN MAURITANIE**

Les enquêtes et études menées en 2004 suite à l'invasion acridienne de l'été 2004 (FAO/CILSS/PAM/FEWS-NET/2004) sur l'évaluation des récoltes et de la situation alimentaire, ont indiqué que la Mauritanie était le pays de la région le plus touché par les conséquences de cette invasion.

## **a) PROJET DE RELANCE AGRICOLE (PRA) DES GRENIERS DE LA MAURITANIE**

### **RAPPEL DU CONTEXTE**

L'ensemble des acteurs (Etat, coopérations, agences, ONG internationales, organisations paysannes...) étaient unanimes sur l'exigence d'accorder une attention particulière à la relance agricole dans la perspective globale d'une sécurité alimentaire durable. Cette situation a amené le GRDR, en consortium avec ACORD (ONG anglaise), à proposer une action de renouvellement des semences dans cinq régions agricoles considérées comme le grenier de la Mauritanie (Hodh Echarghi, Hodh Elgharbi, Assaba, Guidimakha, Gorgol).

Ainsi, le projet a eu pour objectif de contribuer à la sécurité alimentaire en Mauritanie par la fourniture de semences céréalières de qualité dans 5 régions, la coordination des actions des différents intervenants dans 5 régions et la réflexion sur l'élaboration d'un programme de sécurité alimentaire durable en Mauritanie.

### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

Elaboration et acceptation par les acteurs d'une méthodologie innovante pour les programmes de distribution d'urgence : le PRA a distribué les semences de sorgho aux agriculteurs les plus aptes à les valoriser.

La distribution du PRA s'est faite dans un souci de maintien du niveau de transparence élevé entre les populations et les institutions tout au long des processus de distribution (pour éviter le dénigrement et la suspicion habituels lors des distributions d'urgence). Ainsi, la phase de distribution a permis de couvrir 74 % des besoins théoriques estimés lors du diagnostic, soit 610 tonnes de sorgho distribués pour 158 000 familles bénéficiaires.

Installation d'une antenne du GRDR à Kaédi dans le cadre de ce programme pour assurer la continuité de son action sur le Bassin du Fleuve Sénégal et apporter un appui de proximité.

### **PERSPECTIVES 2006**

- Finalisation du suivi agronomique et analyse des impacts.
- Organisation d'un atelier national de restitution du PRA avec tous les acteurs intervenant sur la sécurité alimentaire en Mauritanie. Cet atelier permettra de poursuivre la réflexion sur l'élaboration d'un programme de sécurité alimentaire durable en Mauritanie.
- Participation active à tous les débats nationaux sur la stratégie à mettre en place pour la sécurité alimentaire en Mauritanie.
- Elaboration d'un programme de Sécurisation de la production agro-pastorale dans cette zone des greniers de la Mauritanie et dépôt du projet auprès de bailleurs.
- Développement des activités de l'antenne Gorgol du GRDR avec lancement du PAIDEL sur cette région.

## **b) ACTION D'URGENCE ET DE SECURITE ALIMENTAIRE EN FAVEUR DES ACTIVITES DE CONTRE-SAISON**

### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Face à la situation de crise alimentaire suite à la campagne 2004, pour anticiper sur les distributions d'aide alimentaire d'urgence et sur le programme de relance agricole, il a été décidé d'appuyer la mise en œuvre d'une campagne de contre saison de maraîchage et de mener des actions de lutte contre la sésamie (parasite du sorgho et maïs) sur les zones de décrue préservées des criquets.

En effet, l'activité maraîchère participe à la diversification de l'alimentation et représente une activité génératrice de revenus conséquente pour les coopératives; un pré diagnostic a montré

que certaines cultures de décrue avaient été préservées des criquets mais se trouvaient menacées par la sésamie.

#### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

316 coopératives maraîchères ont bénéficié des actions d'urgence, ce qui correspond à une surface cultivée de 66 Ha.

Mise à disposition de fonds au « Fond d'Appui aux Initiatives de Développement Local » (FAIDEL) : financement de 15 coopératives pour la mise en défense de 7 périmètres et le surcreusement de 8 puits maraîchers.

#### **PERSPECTIVES 2006**

Le reliquat de l'action sera utilisé pour une deuxième opération en faveur du maraîchage de contre-saison.

### **5. AMENAGEMENT ET VALORISATION DES VALLEES DE CASAMANCE - SENEGAL**

#### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Depuis les années 1970, la diminution de la pluviométrie a déstabilisé l'équilibre eau douce / eau salée entre le fleuve Casamance et l'océan Atlantique. Le manque d'eau a notamment induit la salinisation ainsi que l'acidification des parcelles agricoles par une diminution du niveau de la nappe phréatique et la remontée du sel et des sédiments marins à l'intérieur des vallées.

Ce programme d'aménagement hydro agricole qui a débuté en 2004 s'est poursuivi en 2005.

#### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

Objectifs recherchés	Résultats obtenus
Récupération des surfaces perdues par le sel	1 994 Ha devraient être récupérés dans 2 - 3 ans
Protection des rizières douces	6 582 Ha protégés dont 4 588 Ha de rizières douces
Existence de variétés améliorées	2 000 Kg de semences disponibles au sein de 18 comités de vallée appuyés.
Augmentation de la production et réduction significative de la période de soudure	A la fin du projet, les rendements varient de 2 à 3,5 T/Ha dans les vallées mises en valeur.
Existence d'un modèle de gestion des ouvrages	Les comités appliquent le modèle de gestion des ouvrages validé avec les bénéficiaires
Etat des ouvrages	52 Km de digues et 44 ouvrages sont en bon état et gérés par les comités.

#### **PERSPECTIVES 2006**

Le GRDR entend poursuivre ses activités en tenant compte des acquis de l'expérience de l'année 2005.

### **6. PROGRAMME DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DE LA COMMUNE DE BAIDIAM - MAURITANIE**

#### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Le projet défini a été inséré dans le Plan de Développement Local (PDL) quadriennal de la Commune de Baïdiam. Le GRDR a bénéficié d'un financement du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) pour la

réalisation dudit programme en 2004 – 2005. Le projet avait pour objectif global d'assurer la sécurité alimentaire et la préservation des ressources naturelles à travers la maîtrise des eaux de surface et d'élaborer des ententes foncières devant aider les populations dans la prise en charge des espaces aménagés.

#### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

Alors qu'en 2004 toute la méthodologie du programme et les études préliminaires ont été réalisées (Avant Projet Détaillé, Diagnostics Fonciers), 2005 a vu la réalisation de nombreuses activités parmi lesquelles :

- Elaboration de 3 ententes foncières pour les 3 premiers seuils aménagés (485 Ha concernés pour 166 familles) et 1 entente pour la gestion du périmètre de zizyphus. Ces ententes ont été validées par les assemblées villageoises, les instances de concertation de la commune et attendent le visa du chef d'arrondissement.
- 300 Ha sont en cours de récupération dès le premier hivernage (régénération de la végétation, comblement des ravines, dépôt de limon fertile), présence d'une cuvette d'eau à valoriser en décrue.
- Mise en place d'un suivi agronomique (parcelles test), hydrologique (relevés GPS des zones inondées) pour mesurer l'impact des ouvrages, accompagné d'un suivi du comportement physique des ouvrages.
- Elaboration d'un partenariat sur le projet avec le Commissariat à la Sécurité Alimentaire au niveau national et régional, reconnaissance de la réussite du programme.
- Partage de l'expérience au niveau international : participation du maire au Forum Dakar 2005 où il a présenté l'expérience lors d'une réunion sur la Sécurité alimentaire organisée par le CCFD avec ses partenaires sous-régionaux ; mise en ligne sur Internet de l'expérience, dans la base de données des actions locales pour l'eau du Forum Mondial de l'Eau de Mexico.

#### **PERSPECTIVES 2006 (ACHEVEMENT MAI 2006)**

- Finalisation des 4 seuils; réalisation de 5 digues filtrantes en amont des seuils et du périmètre;
- Capitalisation de l'expérience et diffusion des résultats et de la méthodologie ;
- Appui des autres communes qui, suite à cette expérience, ont inscrit dans leur Plan d'Actions Prioritaires les aménagements d'eaux de surface et tentent de trouver les financements nécessaires pour les études préalables (Bouilly, Arr, Dafort et Tachott).

#### **7. VALORISATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN LIEN AVEC LE MARAICHAGE - MALI**

##### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Ce programme qui concerne des aménagements d'eau de surface et la gestion des ressources naturelles en lien avec le maraîchage est un élargissement thématique du programme PASH et fait suite à la demande de bénéficiaires.

#### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

- Pour le Djombougou :
  - Démarrage des études socio-économiques par le GRDR ayant pour objectif principal d'éviter les conflits après aménagement et de mettre en place les structures et espaces de dialogue permettant une bonne gestion et la valorisation des aménagements. Ces études se basent sur les principes d'une approche participative, d'une concertation

publique avec représentation des minorités, afin que l'ensemble des acteurs contribue à la définition des priorités, que le processus de décisions soit équitable et que les conclusions prennent en compte tous les intérêts.

- Début d'élaboration d'une base de données et d'une cartographie de la zone (SIG – Système d'Informations Géographiques) pour améliorer la connaissance du bassin versant.
- Pour Fégui :
  - Réalisation de l'étude socio-économique contenant un diagnostic foncier et ayant pour objectif principal d'appuyer les villageois et la commune dans la définition précise de leurs attentes, des règles de gestion et de valorisation de la zone aménagée. Le travail visait la mobilisation de la commune, la sensibilisation et l'animation auprès des élus et de la population sur le projet, connu très partiellement par les bénéficiaires.
  - Etude sur l'origine de la dégradation des berges : différents acteurs ont été mobilisés, les services techniques, le centre de recherche agronomique, des étudiants maliens de l'IPR (Institut de Promotion Rurale de Katibougou), des étudiants français de l'Institut des Techniques de l'Ingénieur en Aménagements Paysagers (dans le cadre des échanges Nord Sud).

#### **PERSPECTIVES 2006 :**

- Finalisation des études techniques et socio-économiques de Djombougou.
- Mise en œuvre du programme d'aménagement des eaux de surface.
- Redéfinition du projet de Fégui et poursuite de l'accompagnement de la commune si un nouveau projet est élaboré en lien avec les partenaires du Nord.
- Restitution des résultats de l'étude sur la dégradation des berges.
- Elaboration d'un projet de préservation et de restauration des berges du fleuve Sénégal en partenariat avec le Centre Régional de Recherches Agronomiques (CRRRA) et l'Institut Recherche et Développement (IRD) en France.

#### **8. ELABORATION DE PROGRAMMES DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES - MALI, SENEGAL**

**MALI** : Elaboration du programme d'Aménagement des eaux de surface et la gestion des ressources naturelles dans le bassin versant du TKLM.

##### **RAPPEL DU CONTEXTE**

Le bassin versant TKLM (Térékollé-Kolimbiné-Lac Magui), situé en région de Kayes, a un potentiel d'environ 70 000 ha de terres inondables sur 30 communes. Les ressources en eau non pérennes de cette zone de collecte représentent 10 % du total malien, ce qui en fait une ressource potentielle importante au niveau régional. Le potentiel productif du TKLM est aujourd'hui menacé alors qu'il constitue un grenier possible pour la sous-région (Région de Kayes au Mali, et sud de la Mauritanie avec lequel il fait frontière). L'étude de ce bassin versant est ancienne au GRDR (1996-1999) et a fait l'objet d'une reformulation en 2004.

##### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

Réalisation d'une étude, par traitement d'images satellites, de caractérisation de la végétation et de l'hydrographie du bassin versant du TKLM et début de mise en place d'une base de données géo-référencées.

**Perspectives 2006 :** Dépôt du projet auprès des bailleurs et démarrage de la mise en œuvre dès obtention des financements.

**SENEGAL :** Préparation du programme de sécurité alimentaire et d'aménagement des eaux de surface de Gabou.

## **CONTEXTE**

Ce programme s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan Local de Développement. Les activités ont consisté en la préparation et la réalisation de la phase I du programme qui concerne le diagnostic du réseau hydrographique. La phase préparatoire a permis l'élaboration des termes de référence de l'étude et la recherche de partenaire. C'est ainsi que nous avons noué un accord avec une association d'étudiants français pour la réalisation de l'étude. Cette étude a duré 2 mois (août et septembre 2005) et a été effectuée dans toute la communauté rurale de Gabou, en partenariat avec le GRED qui est spécialisé dans l'aménagement des eaux de surface. Les résultats de l'étude donnent un diagnostic complet du réseau hydrographique de la communauté rurale et un répertoire des sites aménageables. Ce travail a eu l'avantage d'être partagé et accompagné par les différents cadres de concertation.

**EN TERME DE PERSPECTIVES,** il s'agit de réaliser la phase II du programme comme prévu dans les termes de référence : définition concertée des Unités Territoriales d'Aménagement (UTA) en concertation avec le comité de suivi et les villages des zones prioritaires sur la base du guide d'entretien présenté en annexe. Ce travail correspond à un diagnostic de terrain approfondi sur les zones prioritaires. Il doit permettre de produire tous les éléments nécessaires à l'élaboration du programme d'aménagement.

## **9. DEVELOPPEMENT URBAIN : PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'HABITAT URBAIN - MAURITANIE**

### **RAPPEL DU CONTEXTE :**

Après plusieurs années de sécheresses successives, le Guidimakha a reçu, en août 2003 de fortes précipitations (250 mm) qui ont engendré d'énormes dommages sur les habitations touchant près de 1600 familles. Environ 600 sans abris ont ainsi été recensés pour la seule ville de Sélibaby. En réponse à cette situation d'urgence, le GRDR a mis en place un Projet d'Appui aux Sinistrés.

### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

- Identification par le Comité de Pilotage du projet, des quartiers en difficultés : 3 quartiers de la ville de Sélibaby ont été retenus (El Emen, Collège, et Debaye Ehel Seid) pour la construction de 20 chambres (réparties entre les quartiers également par le Comité de pilotage).
- Mise en place des comités de quartier, organes de décision à la base : création de 2 comités de quartier et élargissement du 3<sup>ème</sup>, préexistant lors de la phase test d'urgence, aux jeunes et aux femmes souvent marginalisés dans les prises de décisions relatives au quartier.
- Identification des sites à aménager avec l'appui des comités de quartier, pour les chambres et la construction des diguettes anti-érosives dans les quartiers.
- Construction des 20 chambres et aménagement des 3 quartiers (diguettes anti-érosives).

### **PERSPECTIVES 2006 :**

- Diagnostic sur la socio économie, la géographie et la cartographie de la commune de Sélibaby.
- Mise en place d'espaces de concertation communale.
- Réalisation d'un schéma d'aménagement et d'équipement des infrastructures publiques.



- D'autres domaines, comme que l'expérimentation technique de nouvelles constructions plus adaptées, permettront de prendre en charge les difficultés spécifiques à la commune de Sélibaby.
- Réalisation de la 2ème phase du projet : construction de 25 chambres, aménagement de 3 quartiers en diguettes filtrantes, et aménagement d'une borne fontaine.
- Finalisation de l'élaboration du projet d'aménagement urbain concerté.

## **10. PROGRAMME SOLIDARITE SANTE KAYES (PSSK)**

### **RAPPEL DU CONTEXTE**

A travers la mise en œuvre du Programme Solidarité Santé Kayes, le GRDR s'est engagé à appuyer le système de santé au Mali en général et particulièrement dans la région de Kayes pour améliorer l'accès aux soins de qualité de la population en milieu rural et urbain, par :

- La promotion des espaces de concertation au niveau de trois (3) communes (Koussané, Maréna Djombougou, Sadiola) afin de discuter des problèmes de santé publique.
- Le développement des aires de santé, pour faciliter l'accès aux soins de santé de qualité.
- Le renforcement des compétences des prestataires de santé, la prévention du VIH/Sida et l'appui à l'association PV-VIH.

### **ACTIVITES REALISEES**

- Trois forums de santé ont été organisés, respectivement à Sadiola, à Maréna Djombougou et à Koussané. A travers ces manifestations, toutes les communes se sont engagées à prendre en compte les difficultés évoquées dans leurs plans de développement local, d'où une meilleure articulation entre le développement local et la santé.
- Mise en place du conseil de gestion et du comité de gestion du Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Moussala dont l'inauguration a eu lieu en février 2005.
- Une dotation du CSCOM en médicaments essentiels grâce à un appui de la DRS.
- Etude de faisabilité et construction avec une réception définitive en novembre 2005 du CSCOM de El-Gueleita.
- Construction du CSOM de Kakadian (commune de Sadiola), renouvellement de l'ASACO et lancement de l'approche communautaire à Babala, Maréna Djombougou.
- Renforcement de compétences des prestataires de santé, prévention du VIH/Sida et l'appui à l'association PV-VIH.

De façon générale, parmi les retombées des activités menées (télé, radio, stands d'information, débats...) on constate :

- que les différentes animations, faites en grand public et menées notamment au niveau des villages, ont contribué à briser les tabous autour d'une maladie encore très chargée symboliquement.
- que les prestataires, notamment des centres de santé communautaires sont de plus en plus sollicités par les jeunes pour avoir des préservatifs et des informations sur le VIH/Sida.
- que l'année 2005 aura été marquée par une augmentation considérable du nombre de dépistages volontaires au « centre l'éveil » : de 250 en 2004 à 464 en 2005.
- une augmentation du nombre de malades sous ARV (antirétroviraux) grâce à la diffusion de l'information sur la gratuité des ARV et du bilan pré thérapeutique : de 42 malades en février 2005 nous sommes à 197 malades en décembre 2005.

- une implication des élus dans les activités de lutte contre le VIH/Sida : ces derniers s'intéressent de plus en plus à cette thématique à travers leur participation à toutes les activités au niveau local.

L'accompagnement de l'association « Nous VIH/Sida et nos amis », association de PV-VIH par le GRDR a permis le montage du projet de prise en charge des orphelins du VIH.

Le PSSK à travers ces différents volets d'activités, constitue une référence dans la région de Kayes, ce qui explique la forte implication du GRDR dans toutes les activités au niveau régional. La continuité du programme et son extension, surtout par rapport au volet lutte contre le VIH/SIDA, est un besoin réel exprimé tant par les services techniques que par les collectivités.

## **11. ELABORATION D'UN PROGRAMME D'AMENAGEMENT TRANSFRONTALIER DU BASSIN DU KARAKORO - MALI, MAURITANIE**

### **RAPPEL DU CONTEXTE**

L'homogénéité de la zone du Karakoro en terme économique, social, humain et environnemental et les dynamiques de développement local enclenchées par le GRDR de chaque côté du Karakoro ont conduit à ce projet qui vise à contribuer au renforcement des politiques transfrontalières. A terme, l'initiative recherche à mieux intégrer les territoires, les hommes et les ressources dans une perspective de développement, de paix, de sécurité et d'amélioration durable de l'environnement.

### **ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS**

- Contacts avec le Club du Sahel, acteur également important concernant l'accompagnement des initiatives transfrontalières. Démarches effectuées dans l'objectif d'intégrer l'initiative du Karakoro dans un processus plus global de mise en oeuvre d'expériences pilotes sur les initiatives transfrontalières.
- Présentation de l'initiative aux autorités centrales maliennes et mauritaniennes et obtention des accords des autorités pour élaborer le programme.
- Elaboration des termes de référence de la phase de préparation institutionnelle de l'initiative.
- Lancement d'une mini recherche exploratoire sur les dynamiques informelles de coopération transfrontalière de proximité.

### **PERSPECTIVES 2006 :**

- Capitalisation des expériences de dynamiques informelles de coopération transfrontalière de proximité.
- Formalisation des partenariats avec le Club du Sahel, ENDA Diapol, le CCFD...
- Organisation d'un atelier de lancement de l'initiative avec les autorités maliennes et mauritaniennes et de plusieurs ateliers avec les acteurs locaux permettant l'élaboration du programme.
- Réalisation des études complémentaires de milieu et élaboration du programme d'aménagement transfrontalier.

Depuis 2002, le projet d'antenne du GRDR en Nord-Pas de Calais a consisté à expérimenter, mettre en œuvre et pérenniser la « mise en relation entre les acteurs ruraux de la Région Nord-Pas de Calais et ceux de la Région de Kayes ». Trois types d'acteurs sont impliqués : les établissements de formation agricole, des organisations professionnelles agricoles et des collectivités territoriales.

*Les établissements de formation agricole* : l'ensemble des lycées agricoles de la région, publics et privés, ainsi que les Maisons Familiales et Rurales sont concernés par les actions du GRDR en matière d'éducation au développement. Des animations et des interventions auprès des publics jeunes et de leurs formateurs et animateurs sont réalisées, notamment dans le cadre de la campagne AlimenTERRE. D'autre part, le GRDR en NPDC anime le réseau de ces structures d'enseignement agricole en matière de coopération internationale, en partenariat avec la DRAF (Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt) et le Conseil Régional. Un bulletin d'information est régulièrement rédigé, une rencontre annuelle est organisée et une réflexion sur les outils d'éducation au développement est menée. Enfin, les 4/5 des établissements sont accompagnés plus particulièrement sur des microprojets, menés en lien avec le PASH à Kayes (appui à l'étude sur les aménagements des eaux de surface ; développement de la pisciculture ; travail autour de la transformation des produits maraîchers ; appui à l'élevage et à la transformation laitière ; réflexion sur l'agriculture biologique).

*Les organisations professionnelles agricoles* : les OPA, essentiellement du secteur de l'agriculture biologique, sont mobilisées dans l'appui au Réseau Régional des horticulteurs. Elles sont également des partenaires lors de l'organisation d'événements dans le cadre de la campagne AlimenTERRE.

*Les collectivités locales* : un travail important de mobilisation a été réalisé en direction des Communautés de Communes de la région. En particulier, une mission d'élus et d'ADL maliens a été organisée à l'automne 2005 visant l'échange d'expériences en matière de développement local et l'initiation de partenariats de coopération décentralisée. Des pays et des Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont également été mobilisés, acteurs avec lesquels les liens pourraient être approfondis par la suite. Dans la continuité, une mission retour d'élus et d'agents de développement du Nord-Pas de Calais en région de Kayes est prévue lors du Forum DL dans le BFS fin 2006. Cette mission a par ailleurs permis un travail commun avec le PIMDERO.

#### **PERSPECTIVES**

Dans la continuité des interrogations sur le projet associatif du GRDR, un travail de rapprochement avec les associations de migrants a été réalisé ces derniers mois, que ce soit sur des aspects de coopération décentralisée (Associations de migrants maliens, sénégalais, mauritaniens) que sur l'aspect insertion des migrants ici (soirée dans le cadre de l'Université d'Été du CRID, forum migrants en lien avec le pôle Insertion). Une base associative du GRDR en Nord-Pas de Calais pourrait être constituée par ces différentes associations.

Le projet de l'antenne, financé essentiellement par le Conseil Régional, prendra fin en novembre 2006. Le prochain projet pourrait également intégrer une ouverture d'actions vers le Sénégal (région de Matam).

Dès 2006, l'Antenne Nord – Pas de Calais et le PIMDERO seront regroupés au sein d'un Pôle « Double Espace » afin de faciliter le travail en équipe sur des thématiques qui s'entrecroisent.

### **OBJECTIF DU PROGRAMME**

Réduire les inégalités de santé, notamment face au VIH/Sida, des migrants et des personnes issues de la migration.

### **ACTIONS REALISEES EN 2005**

#### **OBJECTIF SPECIFIQUE N°1 : APPREHENDER LES BESOINS, ATTENTES ET DIFFICULTES SOCIO SANITAIRES DES RESIDENTS DE FTM (foyer de travailleurs migrants)**

##### DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS : LA RECHERCHE-ACTION

Le PAASS a réalisé 4 diagnostics socio-sanitaires au sein de FTM d'Ile de France. Les résultats de ces diagnostics ont permis de mieux cerner les problématiques socio-sanitaires des résidents et d'envisager des préconisations. Les diagnostics sont en effet le point de départ d'une dynamique au sein des foyers. C'est pourquoi dans la continuité de ce travail, nous mettrons en place en 2006 un programme d'actions annuelles au sein de ces foyers de façon à répondre aux recommandations qui émanent de ce travail.

##### LE PROJET « SORTIR DU SILENCE »

Cette action s'est déroulée tout au long de l'année 2005 au sein du foyer Argonne dans le 19ème arrondissement et a impliqué trois autres FTM du Nord Parisien. Différentes actions ont été mises en place : les débats/rencontres avec les résidents; la création d'une exposition de photos avec récits de vie; l'organisation d'une table ronde. L'action a permis la rencontre des résidents des foyers et des différents professionnels socio sanitaires et habitants de leur quartier et donc d'entamer un processus d'ouverture des foyers. Suite à ce travail de recherche-action, et à la demande des résidents notamment du foyer Argonne, nous souhaitons réaliser avec eux un livret, offrant les renseignements nécessaires à la connaissance des dispositifs et structures répondant à leurs besoins prioritaires et notamment socio sanitaires.

#### **OBJECTIF SPECIFIQUE N°2 : AMELIORER LA CONNAISSANCE DES PROFESSIONNELS DE SANTE VIS-A-VIS DU PUBLIC MIGRANT.**

##### LES FORMATIONS AUPRES DES PROFESSIONNELS SOCIO-SANITAIRES

L'objectif est d'améliorer les actions des professionnels de santé dans la prise en charge et la prévention des communautés africaines vivant en France, via un partage d'expériences et une réflexion autour des principaux déterminants de santé des migrants. En 2005, ce sont 385 professionnels ou futurs professionnels socio sanitaires qui ont participé aux formations dispensées par le programme santé du GRDR. Cette action sera reconduite en 2006

##### ACCUEIL, INFORMATION, ORIENTATION DE PROFESSIONNELS SOCIO-SANITAIRES TRAVAILLANT AVEC LE PUBLIC MIGRANT.

Le programme santé du GRDR accueille de façon régulière et de façon individuelle, des professionnels socio-sanitaires et des étudiants (la plupart inscrits dans des filières socio-sanitaires) qui souhaitent obtenir des informations ou être conseillés dans le cadre de la mise en place d'actions de prévention sanitaires, notamment du VIH/Sida. Nous avons à ce titre reçu près de 30 professionnels ou étudiants dans ce cadre.

LES ACTIONS DE PREVENTION VIH/SIDA et l'accompagnement des dynamiques socio-sanitaires des associations de migrants.

### **OBJECTIF SPECIFIQUE N° 3 : FAVORISER ET VALORISER L'IMPLICATION DU PUBLIC MIGRANT DANS DES ACTIONS DE PREVENTION ICI ET LA-BAS**

#### REALISATION DU NOUVEL OUTIL VIDEO DE PREVENTION : SIDA : DEFI DE FEMMES

Cet outil de prévention, réalisé en partenariat avec dix associations de lutte contre le VIH/Sida, a permis de valoriser le travail associatif. De plus ce travail collectif a permis à certaines structures d'impulser une réelle dynamique locale au sein de leurs communes respectives et d'envisager une suite à ce travail.

#### ANIMATION DEBATS

Au total, 516 personnes ont participé à des débats organisés et animés par le GRDR suite à la projection des outils vidéo de prévention (Trajectoires Santé et Sida défis de femmes ont été les vidéos les plus utilisées).

L'évaluation de ces actions, au regard des critiques du public auprès duquel les actions ont été menées, est positive. L'outil vidéo est en effet apprécié, notamment auprès des populations majoritairement de culture orale. Ce support d'animation technique nous permet d'aborder de façon plus « légère » la thématique du VIH/sida.

#### RENFORCEMENT DES CAPACITES D'ORGANISATION ET D'ACTION DES ASSOCIATIONS OU DES PERSONNES ISSUES DE LA MIGRATION DANS LEUR PROJET DE SANTE.

En 2005, le programme d'appui aux actions socio sanitaires a principalement consolidé l'accompagnement entamé en 2004 auprès d'associations de ressortissants, mais a également apporté son appui technique à 4 associations dans le cadre d'un appel à projets destiné aux associations de ressortissants.

#### CAPITALISATION ET PLAIDOYER VIA LE TRAVAIL PARTENARIAL

Le PAASS a, tout au long de l'année, participé à plusieurs colloques, à des réunions de collectifs 93, aux ASV de la ville de Montreuil et s'est mobilisé sur les questions de restriction d'accès aux soins concernant les migrants.

## **VI. POLE INSERTION**

---

### **CONTEXTE**

L'année de transition en 2005, qui précède une évaluation des programmes au sein du FASILD début 2006, a permis de consolider les articulations entre les différents programmes pour une meilleure efficacité des services en direction des partenaires associatifs, individuels et institutionnels du pôle Insertion du GRDR.

Pour l'efficacité du pôle Insertion et une meilleure articulation des activités, le GRDR a mis en place un dispositif global comprenant :

- des activités d'accueil et d'orientation,
- des activités d'appui conseil aux associations
- des activités de forums d'échanges et de communication
- des activités de formation et d'animations thématiques
- des activités d'accompagnements individuels.

La mise en œuvre de ces activités et leur articulation se font dans un cadre négocié avec les partenaires. Le bilan rapide des actions conduites montre la pertinence des orientations et actions mises en œuvre.

## 1. LE PROGRAMME D'APPUI AU MOUVEMENT ASSOCIATIF MIGRANT -PAMAM- COMPREND DEUX VOLETS :

- un accompagnement des fédérations qui a pour objectifs la promotion du mouvement associatif migrant et le renforcement de ses capacités comme acteur et partenaire impliqué dans le champ de l'insertion.
- un accompagnement des jeunes qui a comme objectifs de soutenir les initiatives des jeunes issus de l'immigration en matière de citoyenneté et de favoriser les liens intergénérationnels.

**S'agissant des fédérations**, une douzaine de structures a bénéficié de l'appui du GRDR, parmi lesquelles, il faut distinguer les Réseaux, les collectifs et les associations. L'accompagnement consiste, pour les nouvelles structures, en un accueil, un diagnostic et une orientation. Pour les associations déjà partenaires du GRDR, l'accompagnement est adapté au regard des activités envisagées de l'association.

### *Les réseaux :*

- Le Réseau des Associations du Bassin du Fleuve Sénégal (RADBFS) qui regroupe une douzaine de fédérations des migrants originaires du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali.
- Le Réseau des Associations mauritaniennes en Europe (RAME) qui regroupe deux fédérations et une dizaine d'associations. L'accompagnement du GRDR a consisté à un renforcement de compétences des membres de ces structures pour le montage de projets, les demandes de financement et la mise en œuvre d'activités financées par les collectivités locales. L'action du GRDR a favorisé un repositionnement de ces structures – historiquement constituées pour intervenir sur le co-développement - sur les questions d'insertion en France, des populations issues de l'immigration. Ce qui nous semble important par rapport aux objectifs du programme d'appui du GRDR, c'est ce processus de reconnaissance du rôle des fédérations dites communautaires dans le développement local et dans les luttes contre les discriminations.

### *Les Collectifs :*

- le collectif de Cergy regroupe 16 structures intervenant dans des champs divers et complémentaires (prévention spécialisée, associations culturelles et communautaires, citoyenneté) pour contribuer à l'insertion des populations issues de l'immigration. Ce Collectif travaille sur deux axes essentiels : la prévention de la violence et la lutte contre les discriminations.
- Le collectif d'associations de Courbevoie : en 2005, l'accompagnement du GRDR s'est limité à un appui logistique et à une animation d'ateliers. Ce collectif soutenu par le GRDR en 2003 est désormais autonome dans sa programmation et la conduite de ses actions.

### *Les associations :*

En 2004, en partenariat avec le Grand projet Ville (GPV) un diagnostic / accompagnement auprès de 5 associations des HAUTS DE ROUEN a permis de cerner les difficultés que les associations rencontrent dans leur fonctionnement et la mise en œuvre de leurs actions pour le développement local. L'accompagnement du GRDR a consisté, après un diagnostic partagé, à travailler avec les responsables du bureau sur les dysfonctionnements et à appuyer les adultes relais pour l'élaboration de projets et la mise en œuvre des activités des associations.

**Le volet jeunes :** on constate une demande de plus en plus importante de la part des jeunes : 50 entretiens individuels d'acteurs associatifs (accueil et suivi). De fait, une dizaine de réunions collectives sur la vie associative et le partenariat ont été organisées. L'accompagnement consiste en un accueil / orientation, à la mise en relation et à des animations thématiques avec pour objectifs principaux : la création d'associations, l'organisation d'événements de quartiers, les

mises en relations partenariales et l'appui aux demandes de financements. Au total ce sont 19 associations qui ont été accompagnées par le GRDR, avec la création de 8 nouvelles associations. Par ailleurs, de nombreuses associations ont des projets de Chantiers jeunes. Le GRDR les accompagne dans le cadre du renforcement de la structuration associative et dans la mesure où le projet contribue à une implication citoyenne et à un rapprochement intergénérationnel.

Enfin, le travail en réseau avec 5 associations de jeunes a permis de créer une dynamique inter-associative autour de la création d'un outil de communication et d'échanges : le journal Passerelle. Cette action a donné lieu, en 2005, à 8 réunions collectives avec le comité de rédaction, à la sortie du n° 0 en juin et à sa diffusion auprès des Institutionnels et des réseaux associatifs des membres du comité de rédaction (700 exemplaires).

**Formations et animations thématiques :** le GRDR est de plus en plus sollicité par des professionnels de l'action sociale pour un éclairage sur le public migrant. Exemple : intervention du GRDR le 21 février 2005 " Ecole d'Educateurs spécialisés " auprès d'une vingtaine d'étudiants. Cette formation a permis de présenter les problématiques de la première génération des migrants et des jeunes et de présenter l'évolution des projets migratoires.

## **EXEMPLES D' ACTIONS**

### **En lien avec les Fédérations :**

- Le Forum du 18 juin 2005 à Paris intitulé " Migration, Citoyenneté et Insertion" co-organisé par le GRDR, le RADBFS et le RAME, a réuni une centaine de personnes.
- Le forum du 5 décembre à Rouen " La double culture : Quelles influences sur l'éducation des jeunes issus de l'immigration ?". 63 personnes ont participé à ce débat où les questions des différentes institutions de socialisation et de la double appartenance ont été abordées.
- En novembre 2005 des structures partenaires du GRDR dont le RADBFS et le RAME ont organisé une rencontre-débat intitulée : « Elus, Parents, Jeunes, Enseignants : Quelle citoyenneté dans les banlieues de la république ? »

### **Relatives au Volet jeunes :**

- 17 novembre et 10 décembre. 2005 au Havre : avec l'association YAKARE, manifestation autour de la restitution du projet des jeunes à Garly en Mauritanie rassemblant un public de 50 personnes.
- du 18 au 20 novembre 2005 à Aix en Provence : participation au Festival Place Publique Junior sur l'engagement des jeunes dans la cité, avec 2 jeunes du comité de rédaction de la Passerelle
- Cergy : participation à l'animation du collectif contre les violences.

## **PERSPECTIVES**

Le programme d'appui au mouvement associatif doit davantage articuler l'entrée thématique avec une approche territoriale pour la pérennisation des actions impulsées avec les fédérations et les collectifs. Le travail engagé auprès des fédérations pour la mise œuvre d'actions de proximité doit être renforcé. Il est essentiel aussi de consolider le travail entrepris avec les associations suivies par le GRDR, en renforçant les espaces de concertation entre les associations, les pouvoirs publics et les professionnels de l'action sociale.

## 2. PROGRAMME DE PROMOTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS :

### OBJECTIFS

*Pour le volet "promotion sociale", il s'agissait d'une part d'intensifier l'information concernant les activités du GRDR en direction du public et des organismes sociaux, d'autre part d'accueillir le migrant et cerner sa demande sociale*

*Pour le volet "promotion professionnelle", les objectifs étaient de contribuer à une meilleure maîtrise des différentes étapes du projet du migrant et de mettre en relation les porteurs de projets avec les partenaires financiers et techniques.*

### BILAN PAR ACTIVITE

#### *Volet promotion sociale*

- Pour l'activité intitulé "information et orientation", la base de données "partenaires" a été enrichie et compte près de 150 organismes recensés. Un travail a été effectué sur l'adaptation des outils d'accueil et d'accompagnement.
- L'activité d'accueil a concerné près de 230 personnes, soit un dépassement d'environ un tiers du volume prévu sur l'année. Le développement du dispositif Fonds de Solidarité Prioritaire – FSP "Codéveloppement Mali" explique en partie cet accroissement au niveau de l'accueil des ressortissants maliens, ce qui pose question dans la mesure où aucune convention ne lie le programme au FSP.
- Les trois cycles de formation en cours du soir intitulés "sensibilisation à la création et à la gestion d'une activité économique" se sont déroulés sur les périodes "janvier-février", "mai-juin" et novembre-décembre", totalisant 34 séances pour environ 70 stagiaires.
- Les "animations thématiques" sur la création d'activités économiques ont été organisées chaque trimestre permettant de toucher un peu plus d'une centaine de personnes.
- Enfin, en terme de "suivi - bilan des parcours", on notera l'inscription d'environ un tiers des personnes accueillies sur une démarche de formation pour le cadrage de leur projet de création d'activité économique (cours du soir).

#### *Volet "promotion professionnelle"*

- La définition des itinéraires pour un accompagnement individuel est plus ou moins avancée; la méthode et les outils sont à homogénéiser.
- La mise en place de la "formation professionnelle" (formation continue sur le montage de projets agricoles et d'artisanat) n'a pas pu se réaliser, compte tenu de la faiblesse du plan de financement du programme. En revanche, compte tenu des demandes spécifiques sur certains secteurs d'activités, plusieurs rencontres ont été organisées dans ce sens, concernant près de 60 personnes, sur le commerce équitable, le tourisme et les projets économiques des ressortissants de Casamance et de Guinée Bissao.
- Au niveau de l'accompagnement au montage de projet, environ la moitié des promoteurs ou promotrices ont été accompagnées dans la préparation d'étude de faisabilité de leur projet.

#### *Autres activités*

Un groupe de travail a été mis en place au 2ème semestre 2005 pour réfléchir au développement d'outils vidéo, d'une part pour capitaliser sur la démarche d'accompagnement des migrants porteurs de projets, d'autre part pour renforcer et actualiser nos supports pédagogiques.



Suite au cycle de formation en cours du soir, il a été demandé au GRDR d'accompagner la réflexion sur un projet de création d'association de migrants porteurs de projets. Un groupe de travail s'est structuré, mobilisant une vingtaine de migrants.

On notera également la participation du programme à des interventions externes concernant les migrants et la création d'entreprise (Chambre de commerce et d'industrie de Bobigny, Comité de Bassin d'Emploi du Val de Seine aux Mureaux, Forum sur la formation au Pré St Gervais, animation au Foyer ADEF de Vitry sur Seine.

### **3. PROGRAMME D'APPUI ET DE VALORISATION DES INITIATIVES DES FEMMES**

Ce programme a pour objectif de valoriser les initiatives des femmes et de renforcer leur rôle dans l'espace public. Pour atteindre cet objectif, des activités d'accueil et d'accompagnement individuel et associatifs, d'animations, des forums d'échanges sont mis en œuvre.

*Accompagnement associatif*: 13 associations ont été reçues et/ou accompagnées en région parisienne, en Normandie et des structures comme la Maison de Quartier de Lounès Matoub à Montreuil, Centre social Alpha aux Mureaux, CAF de Montreuil, Maison de quartiers (CERGY) ont sollicité le GRDR pour un appui-conseil pour répondre aux sollicitations des femmes.

Depuis 2003 le G.R.D.R participe à l'accueil des parents à la maison du quartier Montreuillois (Lounes Matoub). Il s'agit d'une cellule d'écoute animée par diverses structures locales qui se relayent : C.A.F, Mairie, Ecoles, Educateurs, Associatifs etc. Cette action permet d'une part d'être en lien avec les habitants du quartier et d'autre part de s'inscrire dans le réseau local. Cette double entrée favorise une plus grande cohésion sociale au niveau du quartier, à travers des échanges réguliers entre institutionnels et habitants du quartier.

L'accompagnement associatif s'est traduit par un appui à la programmation des activités, la consolidation organisationnelle, à travers les animations thématiques, les ateliers mis en place pour l'organisation des forums (Mureaux, Rouen).

Au cours de l'année 2005 des actions d'animation et d'information ont été conduites en haute Normandie (Rouen) notamment à travers une radio associative (H.D.R) et la radio plurielle sur l'implication des femmes dans l'espace public.

Le GRDR a organisé des forums sur la double culture des enfants, la création des activités économiques des femmes. Ces manifestations ont été l'occasion d'échanges entre partenaires venant d'horizons différents sur les questions de l'éducation, de l'insertion sociale et professionnelle.

Le GRDR a apporté son appui technique et logistique à des structures comme l'APS pour l'organisation de forum sur le rôle et la place de la femme dans l'espace public qui a connu une forte participation du public environ 200 personnes.

La mise en relation a permis aux partenaires du GRDR d'être "connectés" à d'autres réseaux pour un échange de pratiques et d'expériences. Ainsi des associations accompagnées par le GRDR ont participé à des ateliers à COZES (Charente Maritime) sur les savoirs faire des femmes issues de l'immigration en matière d'insertion, sur l'excision.

On constate une implication plus forte des structures dans l'espace public se traduisant par l'organisation de forums sur la citoyenneté, sur la socialisation, l'insertion professionnelle des femmes, par des participations à des émissions de radio sur les questions de la famille et des jeunes. Il se produit ainsi la reconnaissance d'un savoir-faire certain et d'une légitimité pour ces associations.

#### **4. ANTENNE HAUTE-NORMANDIE**

En 2005, deux programmes ont été mis en œuvre, il s'agit :

- du projet Equal sur la double discrimination des femmes immigrées intitulée : « Femmes, immigration et articulation des temps de vie ».
- de l'accompagnement des associations du Hauts de Rouen.

##### **1) Le projet Equal**

Le projet Equal a connu une phase de transition en 2005 : le passage de l'action 1 (juin 2004 à avril 2005) à l'action 2 (avril 2005 à avril 2007) :

Toute l'action 1 consistait à cerner le champ d'action, à organiser le partenariat de développement composé de la Chambre de Commerce de Rouen et du MRAP, à mettre en place un partenariat transnational et à prévoir un plan d'action pour les deux années du projet (I). Les activités ont pu réellement démarrer à la signature de la convention entre le GRDR et la DRTEF en décembre 2005 (II). Il y a eu cependant, entre avril et décembre, de nombreux contacts avec des réseaux et partenaires sur la problématique de l'information et de la sensibilisation ainsi que sur le maillage d'acteurs autour du projet.

Les trois faits marquants et structurants de l'action 2 en 2005 ont été :

- la mise en place des comités d'orientation et de pilotage qui permet un suivi technique de l'action et un suivi des lignes directrices du projet et qui est composé du FASILD Haute Normandie, du CCFD, de la délégation régionale aux droits des femmes, de la Communauté d'agglomération de Rouen, de la Communauté d'agglomération Seine Eure, du Conseil Régional, du Conseil Général, de la DDASS, d'Institut de Formation pour Adultes (IFA), et de deux personnalités qualifiées.
- la réunion transnationale (France, Italie, Belgique) qui a permis aux partenaires européens d'harmoniser leurs démarches et d'échanger sur leurs problématiques respectives.

##### **2) Accompagnement des associations de personnes issues de l'immigration et formation en direction des partenaires sociaux et institutionnels**

A la suite du diagnostic effectué en 2004 par le GRDR sur les Hauts de Rouen, il a été proposé aux partenaires, en l'occurrence au GPV, de mener des actions en vue de renforcer le mouvement associatif local et de favoriser une dynamique associative dans une logique de développement local. Cette action a pour objectif de renforcer les capacités du mouvement associatif comme acteur et partenaire impliqué dans le champ de l'insertion. Pour ce faire, des actions d'accompagnement associatif, d'animations thématiques, de formations étaient prévues. Le public concerne principalement les associations et les professionnels en lien avec cette population.

Le diagnostic d'accompagnement « des dynamiques associatives des populations d'origine subsaharienne sur les Hauts de Rouen », fait par le GRDR à la demande du GPV en 2004, a servi de support pour travailler avec l'Association Rouennaise pour l'Intégration des Migrants (ARIM) et l'Association Interculturelle des Femmes (AIF). Les demandes des deux associations ne sont pas identiques car leurs difficultés et positionnements actuels sont totalement différents :

- Pour l'ARIM : le bureau avait le sentiment que le rapport du GRDR les accablait, il a fallu donc reprendre les points sensibles : fonctionnement de l'association, relation entre le bureau et ses salariés, la nature des projets.
- Pour l'IFA, la problématique est autre, cette association souhaitait un appui qui leur permette de continuer à mobiliser les femmes à travers des activités génératrices de revenus.

Les contacts avec d'autres partenaires comme la Maison de Plateau ont permis de faire le point sur la situation des jeunes et des « Pères » et d'engager un processus qui permettrait aux différents acteurs (Femmes, Jeunes, Pères) de pouvoir se rencontrer et échanger. L'idée est de décloisonner les actions et de permettre aux différents acteurs de se mobiliser sur des actions communes.

*Le GRDR participe au collectif animation des hauts de Rouen* qui est un lieu d'échanges, de formation et de respect pour créer les conditions d'émergence de projets communs. Dans une dynamique de développement social durable, les objectifs principaux sont les suivants : s'adapter aux besoins des habitants, valoriser l'existant, rendre cohérent l'offre d'animation et la diversifier. Le GRDR s'est inscrit dans différents groupes dont celui de la communication en partenariat entre autre avec la radio Hauts de Rouen (HDR), le centre Pernet, le GPV, la ville de Rouen et l'Association Centre Social (ACS). Il est inscrit également dans le groupe de fête de quartier qui se déroulera au mois de juin 2006 en partenariat avec l'Association Rouennaise pour l'Education et la Jeunesse (AREJ), l'APMAR, HDR. Ces deux groupes permettent au GRDR de travailler avec les associations des Hauts de Rouen sur des projets de valorisation du quartier vers l'extérieur.

#### **PERSPECTIVES DE L'ANTENNE HAUTE NORMANDIE**

- Renforcer le travail commencé avec les associations
- Développer des formations en directions des partenaires
- Développer le travail entrepris avec la maison du plateau autour du rôle des pères
- Créer une dynamique intergénérationnelle et de genre.

#### **PERSPECTIVES DU POLE INSERTION :**

- Consolider le travail entrepris avec les associations suivies par le GRDR en renforçant les espaces de concertation entre associations, pouvoirs publics et professionnels de l'action sociale.
- Favoriser les échanges de pratiques et d'expériences entre partenaires (français et européens).
- Favoriser l'insertion sociale et économique des migrants par l'accès aux droits et la formation.

## **VII. CONCLUSION**

---

Si l'année 2005 a permis de stabiliser le GRDR, 2006 nécessitera le soutien du Conseil d'Administration et l'investissement des salariés pour mener à bien l'évolution du projet associatif et s'ouvrir à de nouvelles perspectives.

Les programmes engagés les années précédentes en France et en Afrique se poursuivent et l'année 2006 devrait concrétiser la création du pôle Double Espace.

Par ailleurs, le GRDR se positionne sur de nouveaux appels à projets de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement.

Enfin, si les démarches et les diagnostics engagés avec la Guinée Bissau et le Congo s'avèrent positifs en 2006, le GRDR justifiera une première étape dans son projet d'ouverture géographique.